



## COMPTE RENDU DU CSE C –NOVASCO

### PRONOSTIC VITAL ENGAGE !

**Présents** : Pour NovAsco : Roland JUNCK, président de NovAsco, Stéphane HOET, Directeur général des opérations Vincent LEVERT DRH, Patrick LAPERGUE pour la finance. Pour BTSG- Pierre BOURION – Mandataire judiciaire, Deux représentants du cabinet Eight Advisory (conseil financier et stratégie) et M. FLYE et Mme MELLING pour SECAFI, conseil du CSE.

#### Pour bien comprendre :

**BTSG** : société spécialisée dans la gestion des procédures judiciaires (redressement, liquidation, etc.)

**Eight Advisory** : cabinet de conseil financier chargé d'établir un nouveau business plan

**SECAFI** : cabinet qui accompagne et conseille les élus du CSE depuis plus de 20 ans

La présence de BTSG et d'Eight Advisory à cette réunion est un signal clair : la situation de NovAsco est gravissime.

#### Situation actuelle : Les syndicats ne font pas de langue de bois

Beaucoup de salariés l'ont déjà compris : la société est dans une situation critique, très proche du dépôt de bilan.

Officiellement, NovAsco n'est pas encore placée en redressement judiciaire.

Concrètement, nous y allons tout droit, et les chances de trouver une issue favorable sont extrêmement faibles.

#### Rappel du contexte :

Depuis près d'un mois, les organisations syndicales sont informées de la dérive.

Nous avons eu plusieurs échanges avec le CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle) et le ministère de l'Industrie.

#### En résumé :

- Le plan de "retournement" mis en place lors de la reprise en 2024 est un échec total.
- L'État a déjà versé 75 M€ sur les 85 M€ promis.
- **Greybull**, notre actionnaire, n'a versé que 1,5 M€ (sur les 90 M€ promis) ! Et ne compte plus en mettre !
- Résultat : plus de financement disponible, et l'entreprise à court terme, n'est plus en mesure de poursuivre son activité.
- Une procédure « confidentielle » (plus maintenant !) est engagée devant le tribunal pour tenter de trouver un repreneur (procédure dite de "pré-RJ »).
- Cette procédure est ouverte pour une période d'un mois, un nouveau RDV avec le tribunal est prévu fin juillet, au terme duquel le tribunal décidera de la suite.

**Le rôle de BTSG :** BTSG a un rôle de « médiateur » entre les différentes parties prenantes, à savoir l'actionnaire et l'état/CIRI et le tribunal. Il a pour mission (entre autres) de chercher des pistes de reprise.

**Le rôle de Eight Advisory :** Eight Advisory élabore un Business Plan (BP) : Un document stratégique, chiffré, censé aider d'éventuels repreneurs à évaluer :

- les perspectives de la société
- les besoins financiers nécessaires à son redressement
- la viabilité d'une stratégie industrielle et commerciale

Ce rapport est déterminant : il peut séduire ou décourager les repreneurs potentiels.

## **Quelle suite ? Trois scénarios envisagés d'ici fin juillet :**

### **Scénario 1 – le miracle**

- Un candidat solide se présente pour reprendre tout le périmètre NovAsco, en passant ou pas par un redressement judiciaire.
- Sans redressement, il s'agit d'une reprise dite "in bonis" → continuité immédiate avec un nouvel actionnaire.
- Scénario très peu probable.

### **Scénario 2 – le sauvetage partiel**

- Une ou plusieurs marques d'intérêt apparaissent courant juillet, sur tout ou partie de l'activité.
- L'entreprise est alors placée en redressement judiciaire ou en liquidation, puis reprise (partiellement) au terme d'une période d'observation.
- Certains sites (ou partie de sites) peuvent continuer, d'autres non.
- Scénario possible si des marques d'intérêt se manifestent rapidement.

### **Scénario 3 – le pire**

- Aucun repreneur sérieux ne se manifeste.
- Le tribunal place la société en redressement judiciaire, puis prononce la liquidation.
- Licenciement collectif de l'ensemble des salariés.
- Scénario le plus probable au regard de la situation à ce jour.

**En conclusion :** Les organisations syndicales vous alertent avec la plus grande gravité. Face à cette situation critique, nous restons pleinement mobilisés, vigilants et exigeants. Nous continuerons à vous informer avec la plus grande transparence et à défendre sans relâche les intérêts des salariés dans cette tempête.

À compter de ce jour, et jusqu'à la fin de la procédure, des échanges quotidiens sont prévus entre les syndicats et les différents acteurs concernés (CIRI, mandataires, direction, etc.).

**Les représentants du personnel mettront tout en œuvre pour sauvegarder un maximum d'emplois, mais également, le cas échéant, pour que les salariés licenciés puissent partir dans les conditions les plus dignes possibles, avec des mesures d'accompagnement adaptées.**

Par ailleurs, les élus travaillent activement à réunir les conditions sociales nécessaires à la faisabilité d'une reprise, notamment à travers la négociation d'une prime de continuité d'activité.

Des assemblées générales seront organisées prochainement sur l'ensemble des sites.